

Pourquoi Evo a-t-il gagné ?

Atilio Boron

12/10/2014

L'écrasante victoire d'Evo Morales s'explique très simplement : il a gagné parce que son gouvernement a été, sans aucun doute, le meilleur de l'histoire convulsive de la Bolivie. « Meilleur » cela veut dire, évidemment, qu'il a accompli la grande promesse, tant de fois non tenue, de toute démocratie : garantir le bien-être matériel et spirituel des grandes majorités nationales, de cette hétérogène masse plébéienne opprimée, exploitée et humiliée durant des siècles. On n'exagère ni d'un iota si l'on dit qu'Evo est la ligne de partage de l'histoire bolivienne : il y a une Bolivie avant son gouvernement et une autre, différente et meilleure, à partir de son arrivée au palais Quemado. Cette nouvelle Bolivie, cristallisée dans l'Etat Plurinational, a enterré définitivement l'autre (qui était) : coloniale, raciste, élitiste et nul ni rien ne pourront la ressusciter.

Une erreur fréquente est d'attribuer cette véritable prouesse historique à la bonne fortune économique qui se serait déversée sur la Bolivie « semant les bienfaits » de l'économie mondiale, en ignorant le fait que peu après l'ascension d'Evo au pouvoir, celle-ci (l'économie mondiale) était entrée dans un cycle de récession dont aujourd'hui elle n'est pas encore sortie. Sans doute son gouvernement a-t-il fait un usage adéquat de la politique économique, mais ce qui à nos yeux est essentiel pour expliquer son extraordinaire leadership est le fait qu'avec Evo s'est déchaînée une véritable révolution politique et sociale dont le signe le plus marquant est l'instauration, pour la première fois dans l'histoire bolivienne, d'un gouvernement des mouvements sociaux. Le MAS n'est pas un parti au sens strict mais une grande coalition d'organisations populaires de divers types qui au fil de ces années s'est élargie jusqu'à incorporer des secteurs « de la classe moyenne » qui par le passé s'étaient opposés vigoureusement au leader cocalero. De ce fait, il n'est pas surprenant que dans le processus révolutionnaire bolivien (se rappeler que la révolution est toujours un processus, jamais un acte) se soient manifestées de nombreuses contradictions qu'Alvaro Garcia Linera, le colistier [et vice-président] d'Evo, interprète comme les tensions créatrices propres à chaque révolution.

Aucune n'est exempte de contradictions, comme tout ce qui est vivant : mais ce qui distingue la gestion d'Evo c'est le fait qu'il les ait résolues correctement, en renforçant le bloc populaire et en réaffirmant sa prévalence au sein de l'Etat. Un président qui, quand il s'est trompé - par exemple lors du « gasolinazo » de Décembre 2010 - a admis son erreur et après avoir écouté la voix des organisations populaires a annulé l'augmentation des carburants décrétée peu de jours auparavant. Cette sensibilité peu fréquente pour écouter la voix du peuple et répondre en conséquence est ce qui explique qu'Evo ait réussi ce que Lula et Dilma n'ont pas réussi : transformer sa majorité électorale en hégémonie politique, c'est à dire, en capacité à forger un nouveau bloc historique et à construire des alliances de plus en plus larges mais toujours sous la direction du peuple organisé dans les mouvements sociaux.

Evidemment que ce qui précède n'aurait pu reposer sur la seule habileté politique d'Evo ou sur la fascination exercée par l'épopée des peuples originaires. Sans un ancrage adéquat dans la vie matérielle tout cela se serait évanoui sans laisser de trace. Mais c'est en se combinant avec des succès économiques très significatifs qui lui apportèrent les conditions nécessaires pour construire l'hégémonie politique qui a rendu possible aujourd'hui son éclatante victoire. Le PIB est passé de 9.525 millions de dollars en 2005 à 30.381 en 2013, et le PIB par habitant a sauté de 1.010 à 2.757 dollars durant la même période. La clé de cette croissance - et de cette distribution ! - sans précédent dans l'histoire bolivienne réside dans la nationalisation des hydrocarbures. Si, par le passé, la répartition de la rente gazière et pétrolière laissait aux mains des transnationales 82% des

bénéfices tandis que l'Etat captait à peine les 18% restants, avec Evo ce rapport s'est inversé et maintenant la part du lion reste dans les mains du fisc. Pour autant, il n'est guère surprenant qu'un pays qui avait un déficit chronique de ses comptes fiscaux, ait terminé l'année 2013 avec 14.430 millions de dollars de réserves internationales (contre les 1.714 millions dont il disposait en 2005). Pour mesurer la signification de ce chiffre il suffit de dire que ces réserves équivalent à 47% du PIB, de loin le pourcentage le plus élevé d'Amérique Latine. Dans la ligne de tout ce qui précède l'extrême pauvreté (indigence) est descendue de 39% en 2005 à 18% en 2013, et l'objectif est de l'éradiquer totalement en 2025.

Avec le résultat de hier Evo continuera au palais Quemado jusqu'en 2020, moment où son projet de refondation aura dépassé le point de non-retour. Il reste à voir s'il obtient la majorité des deux tiers au sein du Congrès, ce qui rendrait possible l'approbation d'une réforme constitutionnelle qui lui ouvrirait la possibilité d'une re-élection indéfinie. Devant cette possibilité, ceux qui lèveront les bras au ciel en accusant le président bolivien de dictateur ou de prétendre se perpétuer au pouvoir ne manqueront pas. Des voix hypocrites et fausement démocratiques qui n'ont jamais manifesté cette préoccupation durant les 16 ans de gestion de Helmut Kohl en Allemagne, ou les 14 du lobbyiste des transnationales espagnoles, Felipe Gonzalez. Ce qui en Europe est une vertu, preuve sans appel de prévisibilité ou de stabilité politique, devient dans le cas de la Bolivie un vice intolérable qui met à nu la supposée essence despotique du projet du MAS. Rien de nouveau : il y a une morale pour les européens et une autre pour les indiens. C'est aussi simple que ça.

Dr Atilio Boron, chercheur émérite du Conycet et Directeur du PLED (Programme Latinoaméricain d'Education à Distance en Sciences Sociales)